

OFFRE DE THESE CIFRE DANS LE CADRE DU PROGRAMME POPSU METROPOLES

Bordeaux, la métropole en partage ?

Institutions partenaires

Bordeaux Métropole est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) agissant pour le compte des 28 communes de l'agglomération bordelaise. Dotée d'un système de gouvernance partagé et partiellement mutualisé associant les 28 maires, la métropole dispose de l'essentiel des compétences lui permettant de programmer et de financer les infrastructures, équipements et politiques publiques nécessaires pour répondre aux besoins des 770 000 habitants et 85 000 entreprises installés sur son territoire.

Aujourd'hui, elle doit faire face à de nombreux défis : celui du développement durable et de l'adaptation aux transitions environnementales et climatiques, mais aussi celui de la maîtrise de son attractivité et de la sauvegarde de son cadre de vie dans un contexte de métropolisation d'un territoire qui s'étend largement au-delà des 28 communes et qui constitue une véritable région métropolitaine. C'est dans ce cadre, et en tant que partenaire du programme POPSU Métropoles, que Bordeaux Métropole, qui sera la structure d'accueil de la thèse CIFRE, a initié le présent appel en partenariat avec le Forum urbain.

Le **Forum urbain** est un Centre d'innovation sociétale sur la ville soutenu par l'Initiative d'Excellence (IdEx) de l'Université de Bordeaux, Bordeaux Métropole, et porté par Sciences Po Bordeaux. Il joue un rôle d'interface entre universitaires en sciences humaines et sociales travaillant sur la ville et acteurs du territoire (institutionnels, praticiens, société civile), en vue de développer les échanges et collaborations entre eux. Le Forum urbain assurera la coordination du projet POPSU Métropoles bordelais, en lien avec Bordeaux Métropole et avec un **consortium d'une vingtaine de chercheur.e.s relevant de cinq laboratoires** :

- Le Centre Emile Durkheim (CED) - UMR CNRS 5116, rattachée à l'Université de Bordeaux et à Sciences Po Bordeaux ; il associe politistes et sociologues travaillant sur les politiques urbaines au sens large (politiques publiques, gouvernance locale, réception sociale) avec une méthode comparative qui permet de faire jouer les focales de l'analyse.
- Profession Architecture Ville Environnement (PAVE), rattaché à Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux, associé au CED ; il opère au croisement disciplinaire entre sociologie, anthropologie et architecture pour investir la connaissance des formes matérielles des sociétés.
- Le Groupe de Recherche en Economie Théorique et Appliquée (GREThA) – UMR CNRS 5113, rattaché à l'Université de Bordeaux ; il réunit les principales forces de recherche en sciences économiques du site bordelais ; ses travaux en économie urbaine portent sur les formes urbaines (analysées en termes de dynamiques foncières et de mobilité), l'évolution de la répartition géographique des activités économiques, les systèmes urbains, la ville intelligente ;
- Les Afriques dans le Monde (LAM) – UMR CNRS 5115, rattaché à Sciences Po Bordeaux ; il s'agit d'un laboratoire interdisciplinaire qui interroge la globalisation à partir des Afriques dans une approche comparatiste et transversale. La ville y est abordée en termes de gouvernance, de conflits, d'identités ;
- L'unité de recherche ETBX - Environnement, territoires et infrastructures, rattaché à l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA) Bordeaux ; il s'agit d'un organisme de recherche pluridisciplinaire qui travaille sur les enjeux majeurs d'une agriculture responsable et

de l'aménagement durable des territoires, la gestion de l'eau et les risques associés, sécheresse, crues, inondations, l'étude des écosystèmes complexes et de la biodiversité dans leurs interrelations avec les activités humaines.

Le consortium de recherche s'organise en 4 équipes (dont certaines pluridisciplinaires, relevant donc de plusieurs laboratoires) autour des différents axes de recherche exposés ci-après. Le/la candidat.e aura à prendre attache avec un ou plusieurs de ces laboratoires/équipes afin d'élaborer son projet et d'identifier un.e directeur.rice ou co-directeur.rice de thèse notamment.

Contexte de la thèse

La présente offre s'inscrit dans le cadre du programme de recherche partenariale [POPSU Métropoles](#) porté par le Plan urbanisme construction architecture (PUCA)¹ en partenariat avec 15 métropoles françaises. Il porte sur la thématique de « la métropole et les "autres" », déclinée par chaque métropole partenaire en fonction de ses problématiques propres.

Le projet bordelais, intitulé « Bordeaux, la métropole en partage ? », s'articule autour de quatre axes de recherche (cf. détail en annexe) :

- Ressources métropolitaines - gisements territoriaux. Villes et territoires au prisme de l'environnement ;
- Logiques spatiales de l'inflation immobilière ;
- Bordeaux, une métropole sur la vague ? Ecosystèmes des start up et plate-forme métropolitaine digitale et numérique ;
- La métropole et le « populaire ».

Placé sous la responsabilité scientifique de Gilles Pinson (professeur de science politique à Sciences Po Bordeaux) et coordonné par deux personnes référentes au sein de Bordeaux Métropole et du Forum urbain, le projet sera initié début 2019 pour une durée de deux ans. Pensé comme un levier pour le développement d'autres projets de recherche, il aura vocation à se prolonger par la suite, notamment par le biais de la présente thèse CIFRE.

Sujet de la thèse et modalités d'encadrement

Le sujet de la thèse devra s'inscrire dans la thématique du programme POPSU « La métropole et les "autres" » et être en lien avec un ou plusieurs axes de recherche proposés par le consortium bordelais (voir présentation du contexte local et des axes de recherche en annexe). Il devra également être en cohérence avec les démarches et politiques publiques portées par Bordeaux Métropole, notamment en terme de prospective (BM2050), de coopération territoriale (Bordeaux métropole coopérative) et de développement durable (métropole à haute qualité de vie) afin que les missions confiées par Bordeaux Métropole constituent autant d'accès à un terrain de recherche.

Ce sujet pourra être défini par le/la candidat.e en accord avec un.e directeur.rice de thèse de son choix, et si possible en lien avec une direction de Bordeaux Métropole (les contacts mentionnés plus bas pourront aider les candidat.e.s à identifier un interlocuteur au sein de la structure).

La thèse sera dirigée par un.e ou deux directeur.rice.s rattaché.e.s à un établissement universitaire et/ou un centre de recherche du site bordelais. Dans le cas d'une co-direction, au moins l'un des deux co-directeur.rice.s devra avoir un rattachement à un établissement ou un centre de recherche du site bordelais.

¹ Plan interministériel de recherche et d'expérimentation, rattaché au ministère de la Transition écologique et solidaire et au ministère de la Cohésion des territoires.

Profil recherché

Le/la candidat.e sera titulaire d'un Master 2 ou d'un diplôme équivalent en sciences humaines et sociales (sociologie, géographie, aménagement et urbanisme, économie, science politique...) et/ou en architecture, voire d'une double formation SHS-Sciences dures (génie environnemental, agronomie, sciences de l'ingénieur...). Il/elle devra avoir rédigé au moins un mémoire de recherche au cours de son cursus de second cycle.

Les compétences attendues sont les suivantes :

- Maîtrise de l'épistémologie et des méthodes des sciences humaines et sociales
- Capacité à problématiser, à formuler des questions de recherche, des hypothèses et à élaborer un protocole d'enquête empirique
- Bonne connaissance des enjeux urbains et métropolitains et des grands débats de la recherche urbaine
- Sensibilité aux enjeux de développement durable et de transition écologique
- Aptitude à collaborer et communiquer avec différents types d'acteurs (chercheurs comme praticiens)
- Capacité à s'intégrer dans un collectif de travail
- Qualités relationnelles et rédactionnelles

Modalités d'évaluation des propositions

Les propositions seront évaluées par un jury multipartite associant des représentants de Bordeaux Métropole, du conseil stratégique du programme POPSU, du Forum urbain et du consortium de recherche. Les critères d'évaluation seront les suivants :

- Intérêt du sujet, pertinence au regard du projet global et du/des axe(s) de recherche dans le(s)quel(s) il a vocation à s'inscrire,
- Qualité de la relation établie avec le/la directeur.rice de thèse et le laboratoire d'accueil
- Qualité de la relation établie avec le service de Bordeaux Métropole susceptible d'accueillir le/la doctorant.e CIFRE
- Qualité du dossier académique du/de la candidat.e

Conditions de réalisation

Sous réserve d'acceptation de la demande de CIFRE par l'ANRT, le/la doctorant.e sera recruté.e en CDD par Bordeaux Métropole pour une durée de 3 ans. Il/elle sera accueilli.e dans les locaux de Bordeaux Métropole qui mettra à sa disposition un poste de travail. La répartition du temps de présence entre Bordeaux Métropole et le laboratoire d'accueil sera définie d'un commun accord entre les parties et inscrit dans le contrat de collaboration à établir dans les 6 premiers mois de la thèse.

Modalités de candidature

Le dossier de candidature sera constitué de :

- Un texte de 8 pages maximum présentant la problématique envisagée, les hypothèses de travail, quelques références du cadre d'analyse, une esquisse de méthodologie et une bibliographie indicative
- Un curriculum vitae
- Une lettre de soutien du/de la directeur.rice de thèse proposé.e
- Une lettre de soutien du/de la référent(e) envisagé(e) au sein de Bordeaux Métropole
- Les relevés de note du second cycle (M1 et M2 ou équivalent)
- Un exemplaire numérique d'un mémoire de recherche réalisé au cours du second cycle

Le dossier de candidature sera à envoyer **le 14 janvier 2019 au plus tard** pour une prise de poste au printemps 2019, selon les délais d'administration du dossier de demande de CIFRE par l'ANRT.

Demande de renseignements et envoi des candidatures par mail à :

- Jean-Baptiste Rigaudy, Direction générale Valorisation du Territoire, Bordeaux Métropole : jbrigaudy@bordeaux-metropole.fr / 05 56 99 88 57
- Aurélie Couture, chef de projet du Forum urbain, coordinatrice du projet : a.couture@sciencespobordeaux.fr / 05 56 84 41 10

Annexe - « Bordeaux, la métropole en partage ? » : présentation du contexte local et des axes de recherche

Présentation du contexte local

L'agglomération bordelaise est située au cinquième rang des métropoles françaises si l'on considère le poids de son aire urbaine. Devenue métropole en 2015, elle s'est d'abord construite sur une pratique du dialogue et de la cogestion intercommunale, née il y a 40 ans lors de la création de la Communauté urbaine de Bordeaux, l'une des premières de France. Bordeaux Métropole a donc pris ses racines sur une longue tradition de gouvernance partagée et de concertation publique, sur des sujets très opérationnels comme le tramway, les grands équipements ou les grands projets d'aménagement, mais aussi sur des exercices de projection collective tels que la Fabrique métropolitaine en 2010 ou La démarche Bordeaux 2050 aujourd'hui.

Forte de politiques publiques réussies, notamment en matière d'aménagement et de développement économique, mais aussi certainement d'un effet de mode, du rayonnement du patrimoine touristique, de la réputation (non surfaite) de sa douceur de vivre, de son récent rapprochement via la LGV à deux heures de Paris, la métropole bordelaise est aujourd'hui devenue attractive, trop attractive diraient certains. Comptant parmi les plus dynamiques de France (et la plus chère après Paris en terme de valeurs immobilières), elle doit aujourd'hui maîtriser son attractivité afin de sauvegarder la qualité et le confort de vie des habitants, tout en leur garantissant travail et logement.

Au cœur de ce paradoxe (préserver le modèle tout en continuant à accueillir) se pose la question de la métropolisation « subie » ou « choisie », sujet clef des débats sociétaux à venir, donc des stratégies collectives à construire.

Une première certitude est que la métropole ne se construira pas seule. Le processus de métropolisation influe les territoires environnants, proches et plus lointains, dans une logique de flux et d'interdépendance. C'est pourquoi le thème de « la métropole et les autres » proposé par le programme POPSU Métropoles est particulièrement d'actualité, puisqu'il va permettre d'interroger de nouveaux modes de gouvernance et de partenariats de projets de nature à fertiliser les talents et à construire de nouvelles solidarités territoriales.

Une deuxième certitude est qu'il faut s'adapter aux transitions à venir, qu'elles soient climatiques, sociétales, économiques, tout en réintroduisant et sauvegardant une pratique de construction collective et partagée du projet avec les territoires. Comment rompre avec une image de métropole prédatrice de ressources, productrice d'étalement urbain, d'inégalités sociales, de ronds-points et de centres commerciaux ? Comment associer les territoires à la construction d'un projet solidaire et attentif aux identités paysagères, sociales et aux savoir-faire locaux ? Comment peuvent se construire les transactions métropolitaines ? L'institutionnalisation de la métropole bordelaise actée, que devient le processus de métropolisation à l'échelle de la métropole institutionnelle mais aussi et au-delà à l'échelle de la Gironde voire de la Nouvelle Aquitaine ?

Le travail de l'équipe bordelaise du POPSU 1 avait analysé les transformations à la fois spatiales et organisationnelles de la Communauté Urbaine de Bordeaux via l'affirmation d'un urbanisme de projet. Celui-ci faisait jouer à la construction du tramway, promu urbaniste, un rôle d'étendard de la modernisation d'une ville soucieuse de ne pas trahir son passé. POPSU 2 prolongeait l'étude de l'impact des nouvelles politiques de mobilité durable sur la fabrication d'une conscience métropolitaine en mesure de dépasser le clivage entre une ville vertueuse confinée à l'intérieur de la rocade et une ville dispendieuse en espaces livrée à l'automobile en dehors de celle-ci. Était également interrogée la consistance des activités créatives et des démarches de participation censées incarner l'excellence métropolitaine dans une économie post-industrielle.

Dans la continuité des deux premières éditions du programme, POPSU Métropole vise à creuser les effets économiques de cet « éveil métropolitain », tant du point de vue de l'inflation immobilière à l'œuvre sur l'agglomération bordelaise et dont il s'agira de caractériser les logiques spatiales (axe 2), que concernant l'essor des start-up bordelaises hissant la capitale girondine au rang de métropole technologique (axe 3). L'enjeu sera également d'explorer les franges métropolitaines qui ont pu ressentir la montée en puissance de la métropole

bordelaise autant comme une promesse d'entraînement que comme une menace de vampirisation. Soit, pour s'extirper de ces clichés, l'idée d'étudier au prisme des questions environnementales comment se pensent et sont mises en œuvre les relations d'interdépendances entre la métropole et les territoires de la Nouvelle Aquitaine (axe 1). Mais aussi la manière dont les catégories populaires, celles que la métropolisation exposerait à la relégation, appréhendent la métropole et les processus qu'elle impulse (axe 4). Si la métropole institutionnelle semble avoir trouvé sa taille quasi définitive, la métropolisation n'en est sans doute qu'à ses débuts.

Axe de recherche 1 – Ressources métropolitaines - gisements territoriaux. Villes et territoires au prisme de l'environnement.

Mots clés : métropoles, territoires, interdépendances, ressources, gouvernance, développement durable

1. La métropole dans un contexte de changements globaux

En plus du processus de décentralisation, l'ensemble des territoires vit des transformations liées à la donne environnementale et climatique. Des transformations juridiques, institutionnelles, et des représentations s'observent à toutes les échelles, orientées par le principe de durabilité : transfert et mutualisation des compétences, rapports d'adaptation au changement climatique, pour la transition énergétique, plans d'action et schémas directeurs.

Entre les territoires, des inégalités dans la répartition des gisements de matières, d'énergies, de ressources s'observent. La métropole peut tantôt être vue comme une entité qui se sert des territoires environnants pour assurer son propre fonctionnement, tantôt comme une structure qui coopère, qui instaure des partenariats avec des sites stratégiques.

2. Ressources et gisements

Dans ce contexte, l'axe « Ressources » invite à penser et révéler les interdépendances territoriales par des configurations dynamiques qui s'inscrivent dans des processus globaux de transitions : risques environnementaux, modes de vie et de consommations, effets de la répartition démographique sur les équilibres territoriaux.

L'hypothèse principale qui guide l'axe réside dans l'interdépendance territoriale. Or dans les pratiques professionnelles, une logique en silo règne, et sur les terrains, rend difficile une lecture générale des interactions. Pourtant les territoires semblent dépendre les uns des autres : échanges de travailleurs, circulation des revenus, liens entre les sièges et les établissements des entreprises, ou encore flux de population et de biens, les relient et structurent l'espace.

L'enjeu principal est de révéler ce dont les territoires disposent en termes de « gisements », et ce qu'ils s'échangent en termes de « ressources ». Mettre au cœur de l'analyse les ressources permet de sortir des schémas souvent binaires qui opposent « la métropole et les autres ». Les enjeux *in fine* sont de définir et d'opérationnaliser la notion, et de mettre en lumière des types de relations entre les territoires jusqu'alors insoupçonnés.

D'où la proposition d'une réflexion sur ce qui s'échange entre des territoires : les ressources métropolitaines comme point d'entrée vont de pair avec les gisements territoriaux, entendus comme des ressources inexploitées.

Les ressources sont entendues comme (i) matérielles : eau, forêts, énergies, infrastructures existantes, héritages architecturaux et patrimoniaux (ii) immatérielles et symboliques : modes de vies, récits, représentations, et formes d'expertises.

3. Questionnements

En quoi les ressources révèlent-elles des transactions interterritoriales ?

Existe-t-il des modes de coopération dans la gestion des ressources qui puissent circuler ou être transférés entre espaces politico-administratifs ?

Comment s'ancrent les ressources dans l'espace métropolitain tant sur les plans physiques que discursifs ?

Quelles hiérarchies peut-on établir entre les ressources ? En quoi ces transactions actuelles ou émergentes nécessitent des nouveaux cadres d'action ?

Quels sont les types d'échanges qui stabilisent ou rompent les équilibres territoriaux ?

4. Méthodologie : révéler ce qui s'échange sur les terrains

Trois ou quatre terrains pressentis suite à des entretiens auprès de Directions de Bordeaux Métropole (Nature, Coopérations et partenariats métropolitains, Énergies, écologies et développement durable) : La vallée des Jalles et son interaction avec le Parc Naturel Régional du Médoc (ressource naturelle paysagère) ; le Sud-Gironde, vallée de la Garonne (ressource alimentaire, viticole, symbolique) ; le Blayais (ressource énergétique) ; enfin un terrain à confirmer serait Sainte Hélène Landes du Médoc (ressource en eau).

Observation de trois ou quatre ressources, et identification des logiques d'action à l'œuvre pour chacune : mutualisation, tensions, solidarité, transferts...

Sur chaque terrain : entretiens avec les acteurs clés (politiques, institutions, société civile, habitants), reportage photographique et analyses cartographiques en vue de produire une exposition itinérante.

Observation *in itinere* de conseils de communautés, de réunions, participation aux ateliers POPSU3, rencontres nationales POPSU3 et rencontres du Forum urbain.

5. Résultats attendus

1/ Révéler un état des lieux des gisements et des conditions de transactions des ressources en s'intéressant aux interdépendances territoriales.

2/ Rendre possible des représentations des ressources métropolitaines aux yeux des publics métropolitains et périphériques pour favoriser leur appropriation et une prise de conscience collective.

3/ Déceler des logiques d'action à l'œuvre : mutualisation, concurrence, solidarité, transferts...

6. Livrables

Notes de travail qui définissent les contours d'une offre de service scientifique : vers un format 4 pages puis des dossiers thématiques.

Production d'une exposition itinérante « ressources et gisements » qui circulera entre la métropole et les terrains d'étude.

Références bibliographiques

Ascher, F., *L'âge des métropoles*, L'Aube, 2009

Chapuis J-Y. & Viard J., *Rennes : La ville archipel*, L'Aube, 2013

Debizet G. (dir.) et al., *Scénarios de transition énergétique en ville. Acteurs, régulations, technologies*, La documentation française, Paris, 2015

Halpern C., Lascoumes P., Le Galès P., *L'instrumentation de l'action publique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014

Lorrain D. & al., *Villes sobres*, SciencesPo Les Presses, 2018

Lussault M. (dir.), *L'urbain métropolisé français dans la mondialisation*, Paris, DATAR, coll. Territoires 2040, 2012

Oblet T. & al., *L'éveil Métropolitain, l'exemple de Bordeaux*, Paris, Editions du Moniteur, 2018

Tapie G. & Godier P., *Bordeaux Métropole, un futur sans rupture*, Parenthèses, 2009

Axe de recherche 2 : Logiques spatiales de l'inflation immobilière. Le cas de l'agglomération bordelaise.

Mots clés : Immobilier, charge foncière, gentrification, prix hédonique.

« Explosion », « flambée », « folle envolée »... La presse grand public rivalise de métaphores pour décrire l'état du marché immobilier bordelais. Avec un prix médian de 3 590 euros/m² sur les 9 premiers mois de 2017, Bordeaux est devenue la « ville la plus chère de France » après Paris. Les prix ont augmenté de 26% ces cinq dernières années, et de 12% pour la seule année 2017 (*source* : données Notaires). Cet état de tension sur le marché, inédit à ce jour, trouve sa source dans plusieurs éléments, par ailleurs bien connus : du côté de la demande, une forte attractivité, portée par les grands chantiers de ces 20 dernières années (tramway, rénovation des quais...) et son dynamisme économique (création exogène nette de 2100 emplois en 2017 – *source* : Invest'In Bordeaux) ; du côté de l'offre, une grande rareté des biens immobiliers à l'achat, en dépit de l'accélération du rythme de construction.

Ainsi, la métropole bordelaise se caractérise, ces dernières années, par une forte hausse des prix sur le marché de l'acquisition, qui soulève trois questions d'envergure :

- D'abord, le rôle de la spéculation dans l'évolution récente du marché immobilier. La forte proportion d'achats réalisés à fins d'investissement locatif, et la forte inflation des prix sur le marché foncier sont-ils des indices de la présence d'une bulle spéculative ?
- Ensuite, la place des « autochtones » (notamment primo-accédants) sur le marché immobilier bordelais. Dans quelle mesure des effets d'éviction ou d'inflation par les arrivants « allogènes » peuvent être caractérisés et sur quels segments géographiques du marché bordelais ?
- Enfin, la question de la spatialité de l'inflation immobilière reste ouverte. Si certains quartiers sont le lieu d'une forte hausse des prix (hypercentre, Saint-Michel...), certains autres semblent laissés à l'écart de cette évolution (par exemple, Caudéran). Quelles logiques spatiales accompagnent l'inflation immobilière bordelaise ?

Notre ambition, dans ce projet, est de **caractériser l'inflation immobilière de ces dernières années dans la métropole bordelaise, d'un point de vue spatial.**

A partir des bases de données PATRYM et PERVAL nous proposons d'étudier, au niveau spatial le plus fin possible (la parcelle cadastrale), et avec un recul temporel d'environ une décennie, la dynamique des prix fonciers et immobiliers dans la métropole bordelaise. Nous mobiliserons pour cela les modèles de prix hédoniques, qui permettent de dépasser la seule visualisation des prix au m² pour tenir compte des caractéristiques des biens immobiliers et leur localisation. Nous utiliserons également les outils non-paramétriques (Silverman, 1986 ; Quah, 1997), afin de produire une image détaillée de la distribution des prix immobiliers pour la période étudiée et de détecter les phénomènes d'accroissement ou de réduction d'inégalités dans le temps.

Cette approche statistique vise trois objectifs :

1. *Analyser le bouclage entre prix fonciers et immobiliers sur les différents segments géographiques du marché bordelais*

L'articulation entre prix fonciers et immobiliers selon le mécanisme du compte à rebours sera explorée sur les différents segments géographiques, afin de détecter l'existence éventuelle d'anticipations spéculatives dans la formation des prix fonciers. En fonction des données pouvant être mises à disposition par Bordeaux Métropole, une comparaison avec les charges foncières d'un échantillon d'opérations immobilières est également envisagée.

2. *Mesurer l'impact de l'attractivité extra-régionale sur les dynamiques de prix et de peuplement observées*

La combinaison des bases de données immobilières et des bases de mobilité résidentielles de l'INSEE, permettra de différencier spatialement les dynamiques de peuplement allogène et de les relier avec l'évolution des prix immobiliers.

3. *Mesurer l'ampleur des disparités intra-urbaines de dynamiques de prix et tester plusieurs schémas explicatifs*

L'analyse des prix à un niveau spatial très fin doit permettre de différencier précisément les dynamiques de création de valeur immobilière au sein de l'espace urbain. Jusqu'où s'étend l'inflation immobilière bordelaise ? Où et quand apparaissent des « effets de débordement » des prix d'un quartier sur le quartier voisin ? La littérature internationale en économie urbaine souligne en effet de plus en plus l'hétérogénéité des dynamiques intra-urbaines de prix immobiliers lors des booms immobiliers (Ferreira, Gyourko, 2012), et met en avant deux processus structurant leur inscription spatiale : la concentration des hausses de prix dans les centres urbains (Glaeser et al., 2012) et la forte hausse des prix dans les quartiers à revenu faible, notamment lorsqu'ils sont situés à proximité de quartiers plus favorisés (Guerrieri et al., 2012).

Références bibliographiques

Cusin F, 2013, « Les quartiers dégradés ? Les écarts de prix se sont-ils creusés ? Gentrification, effets de débordement », *Revue de l'OFCE* 2013/2, 123-162.

Décamps A. Gaschet F., 2013, « La contribution des effets de voisinage à la formation des prix du logement. Une évaluation sur l'agglomération bordelaise », *Revue économique*, 2013/5 Vol. 64, p. 883-910.

Ferreira, F., & Gyourko, J., 2012, "Heterogeneity in Neighborhood-Level Price Growth in the United States", 1993-2009. *American Economic Review*, 102(3), 134-140.

Glaeser, E. L., Gottlieb, J. D., & Tobio, K., 2012, "Housing Booms and City Centers", *American Economic Review*, 102(3), 127-133.

Glaeser, Edward L., Gyourko, Joseph, Nathanson, Charles, 2008, "Housing dynamics", Updated Version of NBER Working Paper, 12787.

Guerrieri V, Hartley D, Hurst E., 2012, "Within-City Variation in Urban Decline: The Case of Detroit. *American Economic Review* May 2012;102(3):120-126.

Quah D., 1997, "Empirics for Growth and distribution: stratification, polarization and convergence clubs", *Journal of Economic Growth*, 1, 27-59.

Silverman B.W., 1986, *Density Estimation for Statistics and Data analysis*, London : Chapman & Hall.

Axe de recherche 3 : Bordeaux, une métropole sur la vague ? Ecosystèmes des start up et plate-forme métropolitaine digitale et numérique.

Mots clés : innovation, start up, logiques spatiales, centralités

Bordeaux sur la vague signifie que l'on enregistre depuis quelques années une série d'événements très favorables à l'économie métropolitaine : tourisme, classements internationaux, nouveau stade, Cité mondiale du vin, Euratlantique, implantations d'entreprises, de bureaux d'études et de recherches emblématiques liées au numérique avec notamment le large écho fait aux start-up bordelaises (Cf le *Start-upper* et French Tech Bordeaux). Bordeaux apparaît comme une métropole technologique qui favorise la création, le soutien aux entreprises innovantes, les start-up au point que les milieux politiques et économiques affirment l'existence d'un *écosystème entrepreneurial et régional bordelais*, un engrenage positif où les bons exemples produisent un effet d'entraînement. Est-ce un *effet économique* profond et durable, un changement de perspective sur le rapport au travail et le modèle économique dominant, ou plus simplement un *effet de mode* soutenu par l'attention à l'esprit d'entreprise pondéré par la capacité pragmatique bordelaise à internaliser et adapter un phénomène plus général et très en vogue ?

Cette invocation d'un écosystème métropolitain soulève et impose des réflexions sur les ADN et les *composantes personnelles et spatiales* des start-up locales. On peut supposer l'existence de *différents types d'écosystèmes*, suivant les secteurs, les localisations, les liens avec les laboratoires et les grands groupes au sein et en dehors de la métropole, suivant aussi les enjeux et les modalités de développement du numérique et de la digitalisation, des politiques publiques mises en œuvre en matière d'innovation et d'urbanisme et des coopérations. La difficulté est

de caractériser la nature et le fonctionnement de ces écosystèmes urbains et technologiques, les modes d'organisation, de transmission, d'apprentissage et d'échanges d'informations à la fois du point de vue scientifique mais aussi des entreprises et des différents médiateurs institutionnels, sectoriels et géographiques. Les questions de recherche sont structurantes : où seront et que seront demain les centralités fondamentales de la métropole en matière de développement économique et numérique, comment elles se formeront, se diffuseront sur les plans sociaux, culturels, urbanistiques et organisationnels ?

S'il existe une riche littérature, à la fois ancienne et d'actualité, sur les écosystèmes entrepreneuriaux et régionaux, de Berry (1964) et McLoughlin (1972) à Alvedalen, Boschma, (2017) et Audretsch, Link (2017), en passant par les travaux du Gremi, Perrin et Planque, notre objectif est de mobiliser les grilles de lecture offertes par la littérature pour mieux comprendre le fonctionnement en écosystème. Dans une étude précédente, nous avons identifié certains des ADN fondamentaux des start-up bordelaises. Il s'agit ici (1) d'identifier de tels écosystèmes à l'échelle de la métropole bordelaise : existe-t-il un ou plusieurs écosystèmes différents ? Peut-on identifier la nature et le fonctionnement d'un tel écosystème sur la vague ? (2) de creuser l'hypothèse macroéconomique d'un choc exogène lié à la LGV. Dans quelle mesure crée-t-il des mutations dans le fonctionnement métropolitain bordelais ? Accompagne-t-il le développement d'écosystèmes ? (3) de travailler sur la réciproque : s'il est question d'un choc exogène qui viendrait accompagner le développement d'un écosystème bordelais dans quelle mesure cet écosystème modifie-t-il nos façons de comprendre et de vivre la ville, les politiques et les acteurs publics ?

Nous disposons aujourd'hui d'une base de données sur les start-up qu'il nous faudra compléter en fonction de la forte dynamique des start-up sur la métropole bordelaise et des activités qui s'y développent. Il s'agira alors d'explicitier cette approche qualitative de type enquête à la fois sur les logiques de localisation des start-up et de leur accompagnement institutionnel.

Axe 4 : La métropole et le « populaire »

Mots clés : classes populaires, mobilisations, syndicats, logement social, marginalité

Au travers de cet axe, l'équipe de recherche entend prendre au mot la thématique générale de POPSU 3 « la métropole et les autres ». Mais elle entend aussi la « tordre »... Ici, c'est l'altérité sociale qui nous intéressera autant, sinon davantage, que l'altérité territoriale. Plus précisément cet axe cherchera à sonder la manière dont les catégories populaires vivent, pratiquent et se représentent la métropole et les processus de métropolisation. Ce parti pris est fondé sur un constat simple : la question métropolitaine agite essentiellement des groupes relevant de ce que l'on peut appeler les élites sociales (élus, bureaucrates urbains, professionnels des politiques urbaines, élites économiques, chercheurs, etc.). En revanche, on sait peu de choses sinon rien sur la manière dont les classes populaires perçoivent les réalités et évolutions spatiales, sociales et économiques associées à la métropolisation.

Dans cet axe, nous avons fait le choix de ne pas retenir une définition trop précise ou trop restrictive des classes ou catégories populaires. Pour certaines opérations de recherche, nous aurons recours aux nomenclatures statistiques pour tracer les contours de ces groupes. Pour d'autres, nous pourrions partir de logiques subjectives d'identification aux catégories populaire ou au « peuple ». Pour le dire autrement, on s'intéressera au vécu métropolitain de groupes sociaux qui appartiennent objectivement aux groupes sociaux, déclarant les revenus les moins élevés et/ou occupés dans les professions les moins valorisées, mais nous nous intéresserons aussi à des groupes objectivement mieux lotis mais qui peuvent se sentir à tort ou à raison davantage affectés, voire victimes des processus de métropolisation, qui associent la métropolisation à une sorte de relégation territoriale, sociale et symbolique dont ils se considèrent victimes. Ce sentiment de relégation, nous en faisons l'hypothèse, peut les amener à revendiquer une appartenance à un « peuple », et par là même, donner lieu à des types spécifiques d'identification et d'attitude politique et, pourquoi pas, à des formes spécifiques de mobilisation. On peut même se risquer à une autre hypothèse : le sentiment d'une relégation dans la métropole / par la métropolisation n'est pas nécessairement corrélé à une position effectivement subalterne dans la hiérarchie sociale métropolitaine.

Pour le dire en des termes plus concrets, on peut penser que des groupes qui ne font pas objectivement partie des classes populaires se considèrent subjectivement comme des « victimes » de la métropolisation et, sur cette base, développent des stratégies de repli territorial, voire des comportements politiques caractéristiques d'une forme de repli, de rejet ou d'exit.

L'axe « la métropole et le populaire » pourra donner lieu à 7 opérations de recherche :

1. La métropole et le populaire (opération transversale)

Une première manière de saisir le rapport qu'entretiennent les catégories populaires avec le fait métropolitain consistera à réaliser une grande enquête par questionnaires. L'objectif de cette enquête sera d'identifier les variables qui fondent le rapport que les individus et les groupes ont avec l'espace métropolitain et les processus de métropolisation. Il s'agira notamment de tester le poids de variables socio-économiques (rapport à l'emploi, revenus et patrimoine, position objective dans la hiérarchie sociale, etc.) mais aussi de variables territoriales (à condition socio-économique équivalentes, le lieu de résidence et les pratiques de l'espace déterminent-ils des rapports différents à la métropolisation ?), générationnelles ou encore identitaires (poids potentiel de la variable ethnique, poids du sentiment subjectif d'appartenance à une classe ou un groupe social, etc.). Cette enquête impliquera la constitution d'un échantillon assez large permettant de couvrir une grande variété de situations. Cet échantillon devra intégrer des individus habitant dans différentes parties de la métropole institutionnelle mais également à ses marges voire dans ses périphéries lointaines.

2. Mobilisations populaires face à la métropole

La métropole ou la métropolisation sont aujourd'hui fréquemment désignées comme étant la source de maux affectant les espaces urbains (pollution, congestion, cherté du logement, consommation foncière, caractère opaque des processus de décision qui font la ville, etc.) dont une partie non négligeable affectent plus particulièrement les catégories populaires. Celles-ci sont souvent évincées des parties les plus prisées du parc de logement ; leur accès à certaines aménités urbaines –comme le stationnement– est rendu plus compliqué ; elles sont souvent les premières victimes des processus de gentrification, etc. Pourtant, les travaux sont plutôt rares qui portent sur la manière donc ces catégories s'organisent politiquement pour contester la métropolisation et ses effets. Cette rareté des travaux reflète peut-être la rareté de ce genre de mobilisations, mais encore faut-il l'objectiver. Cette opération de recherche visera donc à identifier ces formes de mobilisation. Il s'agira d'éviter ici le piège du nominalisme. Certaines mobilisations peuvent ne pas désigner explicitement la métropolisation comme le problème mais s'organiser de fait pour en contester certaines manifestations. Il s'agira aussi d'être attentif aux relais que ces mouvements populaires peuvent trouver dans d'autres groupes sociaux, notamment du côté des classes moyennes. On peut imaginer s'intéresser en particulier à deux zones de transformations urbaines intenses, sources potentielles de mobilisation : le périmètre de l'Opération d'Intérêt National Euratlantique et le quartier Saint-Michel.

3. Organisations syndicales et métropolisation

Il n'est pas exagéré de dire que les organisations syndicales sont les grandes absentes des processus de métropolisation. Cette absence tient à la fois à la forme du syndicalisme français. Elle tient aussi aux formes prises historiquement par le processus de construction institutionnelle des métropoles en France. Celles-ci ont été d'abord la créature des Etats ; elles ont été ensuite des espaces de tractations opaques entre intérêts municipaux et plus précisément entre maires. Ce fonctionnement intergouvernemental n'a pas été favorable à la mise en place de formes de contrôle démocratique ; il n'a pas été plus favorable aux syndicats. La mise en place de formes permettant de compenser le « déficit démocratique » intercommunal (Baraize et Négrier, 2001 ; Desage et Guéranger, 2011) comme les conseils de développement n'ont pas été fondamentalement plus favorables aux organisations syndicales. Celles-ci sont restées fortement attachées aux formes de participation très institutionnalisées de type CESER et ont peu investi ces petites fenêtres participatives ouvertes par les métropoles caractérisées par des règles de représentation et des modes de représentation beaucoup plus souples. Cette opération visera donc à enquêter sur le rapport que les organisations syndicales entretiennent avec la métropolisation au sens institutionnel et socio-économique du terme.

4. Jeunesse, quartiers populaires, marginalisation et métropole

Dans cette opération, il s'agira de s'intéresser aux formes de mobilisation qui se font jour dans les quartiers les plus marginalisés de la métropole, les grands ensemble d'habitat social. Le regard portera notamment sur la manière dont les habitants perçoivent leur situation de marginalisation à la fois sociale et urbaine et les mécanismes qui la produisent. On s'intéressera notamment à la question de savoir si la métropolisation est vue comme faisant partie de ces mécanismes de marginalisation ou si, à l'inverse, elle est vue comme un processus permettant de « recentrer », à la fois spatialement mais aussi symboliquement, les quartiers marginalisés. On pourrait en effet faire l'hypothèse que la métropolisation est associée dans les représentations à des processus – brassage des populations, ouverture culturelle, démonétisation du capital d'autochtonie, etc.- qui atténuent les formes de marginalité dont peuvent souffrir les quartiers.

5. Les soutiers de la métropolisation

Cette opération consistera en des enquêtes plus spécifiquement sociologiques sur des groupes sociaux impliqués dans des activités typiquement métropolitaines mais qui sont pourtant le plus souvent invisibilisés dans les discours tant savants que profanes sur la métropolisation. Dans son ouvrage *L'avantage métropolitain*, Ludovic Halbert (2010) évoque cette invisibilisation qui consiste à limiter les « fonctions métropolitaines » aux activités tertiaires à forte valeur ajoutée (finance, activités de coordination économique, métiers de la création, des médias, de la recherche, etc.). Pourtant, les livreurs travaillant pour des plateformes ou encore les femmes de ménage constituent des figures tout aussi caractéristiques des économies et des sociétés métropolitaines. Et pourtant on connaît peu de choses de leurs pratiques des espaces métropolitains, de leur expérience de la métropole et de leur rapport aux processus de métropolisation. Il s'agira donc ici de sélectionner deux ou trois types de métiers de « soutiers de la métropolisation » et de réaliser des enquêtes qualitatives permettant d'objectiver ces pratiques, expériences et représentations.

6. La métropolisation et les logiques de production et d'attribution des logements sociaux

Les politiques d'attribution des logements sociaux et de peuplement font aujourd'hui l'objet de profondes recompositions, avec notamment un renforcement du niveau intercommunal sur les questions de peuplement dans le parc de logement social. Dans ce contexte, cette opération de recherche soulève une question centrale : comment les politiques locales d'attribution et de peuplement se recomposent-elles à l'échelle de la métropole bordelaise ? Dans quelle mesure les changements politiques et législatifs se traduisent-ils par des changements des politiques et pratiques locales et par une montée en puissance de ces politiques à l'échelle intercommunale ? Qu'y-a-t-il de véritablement nouveau dans les politiques locales d'attribution et de peuplement qui se redessinent ? Ces politiques sont-elles plus satisfaisantes du point de vue de l'organisation urbaine et de la lutte contre la ségrégation, mais aussi de la transparence, de l'égalité d'accès au logement, de la non-discrimination et de la satisfaction des candidats au logement social ?

7. Les « petits moyens » contre la métropole ?

Il s'agira dans le cadre de cette opération de se déplacer vers les marges de la métropole et même au-delà de ses frontières administratives. L'idée ici est de tester l'hypothèse selon laquelle certains territoires périmétropolitains se constitueraient contre la métropole. On sait déjà que, aux franges des métropoles, certains territoires se sont organisés contre la métropole : en se constituant en intercommunalité distincte et en établissant des schémas de planification « défensifs » (les fameux « SCOT défensifs »). Si le phénomène est assez connu dans sa dimension politique et institutionnelle, sa dimension sociologique et identitaire reste plus mystérieuse. Il s'agira donc de tester l'hypothèse selon laquelle dans ces territoires, les pratiques des habitants, leur identité voire pourquoi pas leur attitude politique se construisent dans un certain rejet de la métropole. L'hypothèse sous-jacente étant que le rapport à la métropole –ce qu'elle représente et les groupes qui lui sont associés- serait une variable indépendante non négligeable qui expliquerait les comportements des individus (choix de la résidence, modes de mobilité, comportements électoraux, etc.). La commune de Lanton, à proximité du bassin d'Arcachon pourrait offrir un cas d'étude.

Références bibliographique :

Baraize, F., & Négrier, E. (2001) (dir.). *L'invention politique de l'agglomération*. Paris : L'Harmattan.

Desage, F., & Guéranger, D. (2011). *La politique confisquée: sociologie des réformes et des institutions intercommunales*. Bellecombe en Bauge : Editions du Croquant.

Halbert, L. (2010). *L'avantage métropolitain*. Paris : PUF.

Healy, A. (2007). *Le gouvernement privé de l'action publique urbaine: sociologie politique de la «gouvernance métropolitaine» du Grand Lyon (fin du XXe siècle)* (Doctoral dissertation, Lyon 2).

Lefèvre, C. (2017). *Paris, métropole introuvable: le défi de la globalisation*. Paris : Presses Universitaires de France.